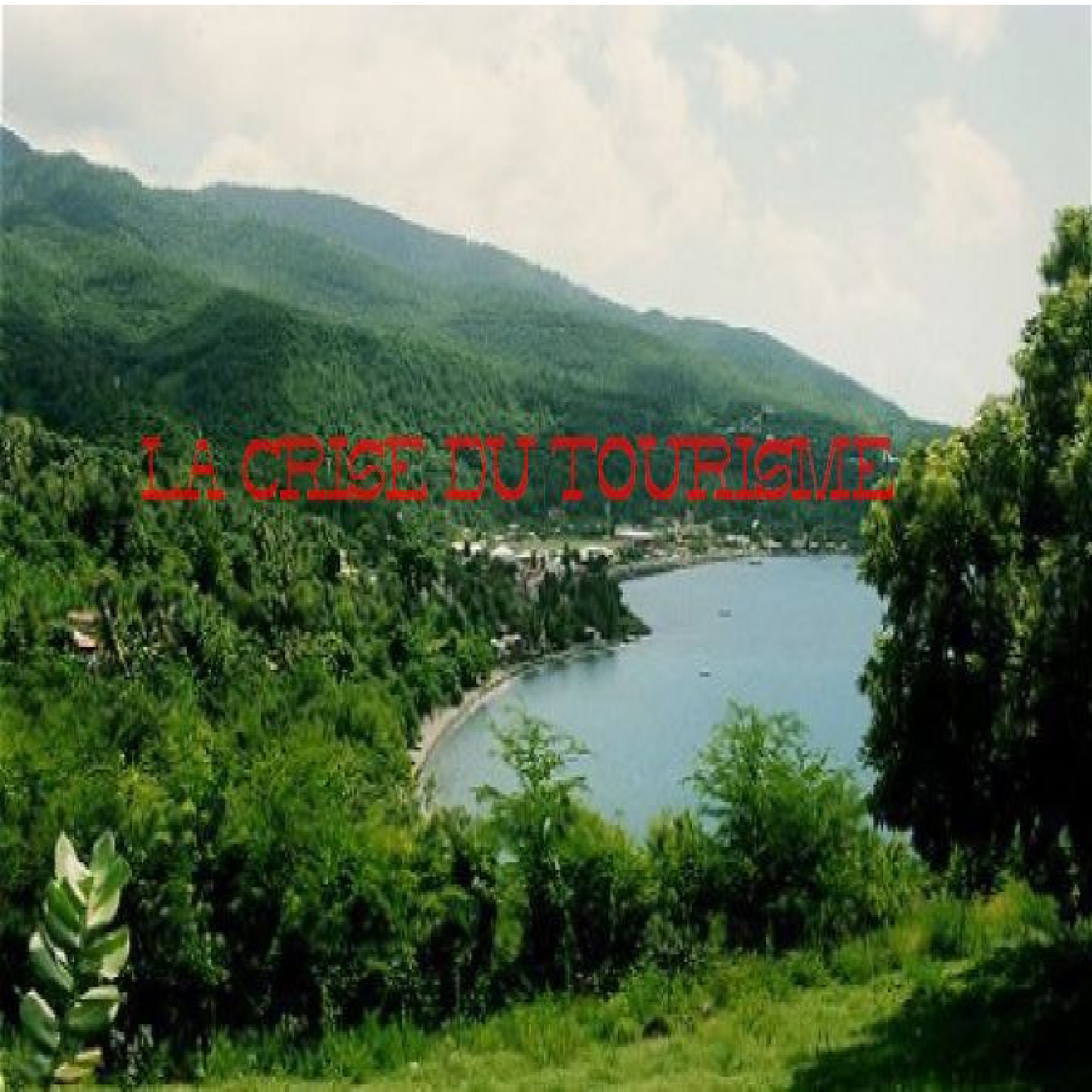


LANATION

LA GUADELOUPE EN MOUVEMENT

BIMENSUEL : ANNEE 1 • N°12 • 31 OCTOBRE 2005

« QUE VIVE MAINTENANT LIBREMENT NOTRE NATION APRÈS DES SIÈCLES D'ÉTOUFFEMENT »



DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE

Après avoir adopté dans le cadre de l'UNESCO la déclaration universelle sur la diversité culturelle en 2001, les États viennent de voter à la quasi unanimité la convention sur la protection et la promotion de la diversité culturelle. Dans le combat que les plus faibles mènent depuis que l'humanité existe contre ceux qui pour toutes sortes de motifs veulent leur imposer leur culture, il s'agit d'une grande victoire si bien entendu tous les états ratifient ce texte afin qu'il devienne un élément fondamental de leur ordre juridique .Il serait souhaitable à cet égard que l'on puisse contraindre les États à inclure ces principes dans leur constitution. Certes les débats se sont surtout focalisés sur le fait de savoir si les produits culturels étaient ou non des marchandises comme les autres et devaient donc être subventionnés. Les Américains qui sont de gros producteurs de ces produits évidemment répondent par oui d'où leur hostilité. Mais le caractère marchand ou pas de la culture n'est qu'un des aspects de la problématique .Le fond de cette convention est simplement une interdiction de toute assimilation culturelle et l'obligation pour tous les états qui l'ont signé de mettre tout en œuvre quel que soit les circonstances tous les moyens nécessaires soient mobilisés afin que les membres d'une communauté puissent vivre sans remords et sans peur dans leur culture qui à ce moment là devient la base même de leur socialisation .La Guadeloupe et les guadeloupéens bien évidemment sont directement concernés par cette convention eux qui subissent depuis très longtemps les affres de l'assimilation justifiés aujourd'hui par une idéologie politique qui ne nous reconnaît pas de droits collectifs mais simplement des droits culturels individuels à exercer d'une manière privative ce qui aboutit en réalité à nier nos droits au maintien intégral de notre culture .Il suffit pour en être définitivement persuadé d'observer l'idéologie véhiculée par l'école.Les Guadeloupéens doivent se mobiliser pour faire ratifier rapidement la convention sur la protection et la promotion de la diversité culturelle et la faire appliquer dans notre pays .Notre culture qui est l'expression de notre personnalité et de notre histoire ne doit pas disparaître car si c'est le cas nous deviendrons de véritables fantômes le ventre simplement plein :comme le dit la bible l'homme ne vit pas que de pain . **JEAN PAUL ELUTHER**

Editorial:**Page 2****L'évènement:****Page 3****Le dossier :****Page 4****International:****Page 5****Culture et valeurs :****Page 7****Science et
Technologie :****Page 9**

L'ÉVÈNEMENT

LE TEMPS DES IMPÔTS LOCAUX

❶ octobre, novembre, décembre, c'est pendant le dernier trimestre que les particuliers doivent s'acquitter des impôts locaux qui servent à financer les communes, les départements et les régions et solder leur impôt sur le revenu. Si vous êtes propriétaire, vous avez sans doute déjà reçu votre avis d'imposition à la taxe foncière. Celle-ci doit en effet être payée au plus tard le lundi 17 octobre, même si votre compte peut être débité une dizaine de jours plus tard. C'est le cas pour ceux qui ont opté pour le prélèvement à l'échéance. Ceux qui préfèrent payer en ligne ont jusqu'au 24 octobre pour le faire. Si vous êtes locataire, propriétaire occupant ou résident à titre gratuit, vous allez bientôt recevoir votre avis d'imposition à la taxe d'habitation. La première vague actuellement expédiée concerne les résidences principales pour lesquelles la date limite de paiement est fixée au 15 novembre ou au 21 si vous payez en ligne. La deuxième vague s'adresse plus spécialement aux résidences secondaires. La date limite de paiement est alors fixée au 15 ou au 20 décembre selon l'option choisie.

Pour la première fois cette année, l'avis de la taxe d'habitation de la résidence principale évolue. Il comporte désormais deux volets, l'un vert pour la taxe et l'autre, bleu pour la redevance. Celle-ci s'élève à 116 euros en métropole et à 74 euros dans les DOM. Cette nouvelle donne exonère de redevance les postes installés dans les résidences secondaires. Sachez aussi qu'une seule redevance est

due, quel que soit le nombre de postes et d'occupants.

Cette année encore, les impôts locaux augmentent. D'une part en raison d'une réévaluation de 1,8% de la valeur locative des logements par le Parlement (loi de finances pour 2005) et d'autre part de l'évolution des taux votés par les collectivités territoriales. Selon l'observatoire économique Caraïbe les impôts augmentent en moyenne de 3,1% en Guadeloupe. Mais cette augmentation cache de nombreuses disparités. Les dirigeants qui veulent vous faire croire que le maintien des taux équivaut à une baisse de l'impôt ou à une diminution vous trompent. Si il n'y a pas de baisse des taux les impôts augmentent automatiquement. Par ailleurs, vous devez savoir que de nombreuses inégalités existent entre les contribuables selon leur situation financière, leur groupe social ou leur implantation géographique. Cette situation tient au fait que les dispositions légales permettant aux représentants locaux de modifier cette répartition sont rarement utilisées alors qu'elles peuvent aider à modifier certaines injustices. Si la hausse vous paraît anormalement forte, mieux vaut vérifier votre avis. Il suffit pour cela de comparer avec les données de l'an dernier sur trois points : le montant de la valeur locative (diminuée de moitié pour la taxe foncière), les taux et les abattements. La valeur locative ne devrait pas croître de plus de 1,8%. Mais elle peut évoluer, soit parce que vous fait réaliser des travaux, soit en raison du reclassement de l'immeuble.

P. NOIRTE

LE DOSSIER

LA CRISE DU TOURISME

Le tourisme qui représente un des secteurs moteurs de l'économie Guadeloupéenne traverse une crise profonde .En effet avec 10% du PIB (500 mille euros de valeur ajoutée), 10000 emplois ,8500 chambres (dont 38% pour les îles du nord), il s'agit d'un secteur qui compte même si son impact sur la Guadeloupe est moins important que ne le laisse à entendre ces chiffres en raison du fait que plus de la moitié des touristes hébergés vont à Saint Martin et à Saint Barthélémy. Alors que la création d'hôtels est favorisée par une défiscalisation qui coûte chère au contribuable modeste de notre pays obligé de payer les déficits qu'elle provoque par les impôts directs qu'il paye, son impact sur l'activité générale reste modeste .Trop souvent en effet le tourisme engendre de forts courants d'importations qui n'améliorent pas l'équilibre économique et au contraire accroît la dépendance financière. Par contre les clients se font plus rare et restent moins longtemps d'où la multiplication des fermetures d'hôtels malgré les aides allouées généreusement par l'Etat et la Région .Les causes de cette crise sont multiples. Certains invoquent les conflits sociaux et la qualité de l'accueil qui serait mauvais .Même si ces facteurs exercent une influence, en réalité ce qui est déterminant c'est à la fois l'absence de gouvernance, la concurrence internationale et les choix marketing qui ont été fait. La concurrence internationale et plus particulièrement régionale est intense. Les coûts de la main d'œuvre de notre pays sont élevés et ne lui permettent pas de faire face aux offres d'autres pays de la région ayant les mêmes prestations et ce malgré toutes les

exonérations de charges. Ensuite il y a les choix de clientèle réalisés depuis vingt ans qui n'ont pas changé malgré l'évolution de l'environnement .Alors que le nombre de touristes est relativement faible comparé à ce qui se fait dans d'autres pays, le choix a été fait de faire venir une clientèle modeste dont le pouvoir d'achat est relativement limité. Il faudrait pour compenser accueillir 5 fois plus de touristes afin de compenser le faible pouvoir d'achat. Enfin, la gouvernance de l'activité touristique laisse à désirer. L'État et la Région ont des attributions dans ce domaine selon une répartition qui présente beaucoup de zones d'ombre .Ainsi , il n'y a pas de planification du tourisme et les aides fiscales et sociales ont surtout pour objet de construire des structures d'hébergement alors que la question de la clientèle est prioritaire .Il suffit pour s'en rendre compte de comptabiliser les fermetures d'activités dont le nombre croît régulièrement laissant dans la difficulté des milliers de travailleurs .

Pour faire face à la mutation de cette activité primordiale pour consolider notre économie, il faut rapidement engager une réforme d'envergure dont les axes sont les suivants : modifier la défiscalisation pour mettre un terme à la construction de nouveaux hôtels car l'offre guadeloupéenne est suffisante; faire le choix d'une clientèle plus aisée en lieu et place des clients actuels ; inciter les acteurs à être un débouché de la production guadeloupéenne.

J. RADEGONDE

INTERNATIONAL

LA DYNAMIQUE DE LA MONDIALISATION

La mondialisation de la fin du XXe siècle commencée dans les années 90 à la chute du mur de Berlin et qui visait à l'unification de l'économie mondiale, semble aujourd'hui toucher à sa fin. Les symptômes en sont multiples: guerres, montée des nationalismes, conflits commerciaux de plus en plus graves au sein et à l'extérieur du système capitaliste, turbulences sociales qui éclatent dans le monde entier. Cela dans un contexte de déséquilibres structurels de l'économie mondiale et d'accentuation des inégalités sociales tant à l'intérieur des pays qu'entre eux. Ces tendances affaiblissent les modèles de coopération interétatique et les régimes de gouvernance qui soutiennent l'ordre mondial. Elles reflètent la contradiction entre le caractère transnational de l'économie capitaliste et la segmentation du système interétatique moderne selon des lignes nationales.

Cette contradiction n'est pas nouvelle car consubstantielle au capitalisme. Au XIXe siècle, elle mit fin à la première vague de mondialisation qui suivit l'expansion coloniale occidentale, lorsque la conjugaison du nationalisme et du militarisme porta un coup fatal à l'ordre économique international dominé par la Grande-Bretagne et interrompit la longue période de paix postérieure à 1815 en Europe. La montée d'un État allemand fort et militarisé, de même que les rivalités inter impérialistes finirent par compromettre

définitivement la capacité de la Grande-Bretagne à occuper le centre du système. La première phase de la mondialisation occidentale, placée sous des auspices britanniques, prit ainsi fin brutalement avec le fascisme.

Comme au 19 siècle, aujourd'hui, de puissantes forces de ruptures menacent l'édifice de l'actuel ordre libéral. Au niveau sociologique, le durcissement de la résistance sociale devant la compétition du marché libre se traduit à la fois par l'apparition d'un mouvement démocratique mondial de transformation sociale et par la montée de populismes autoritaires. Au niveau du pouvoir d'État, on assiste à un regain de nationalisme en Chine, en Russie, au Japon, en Europe et aux États-Unis, cœur du système capitaliste mondial. En réalité, l'idée que l'apparition d'un village mondial (la révolution informatique permettant de compresser le temps et l'espace), la transnationalisation du capital et la création de réseaux de production horizontaux planétaires permettant une redistribution du pouvoir des acteurs publics vers les acteurs privés, favoriseraient la disparition progressive de l'État territorial moderne comme lieu premier du pouvoir mondial ne s'est pas réalisée complètement. En effet, au moment même où ces idées étaient formulées, des forces puissantes rongeaient secrètement les fondations de l'ordre mondial capitaliste libéral. Ces forces sont désormais clairement visibles. La principale force perturbatrice est venue des États-Unis, qui, sous

la présidence de M. George W. Bush, s'efforcent d'acquérir un monopole mondial. L'affirmation d'un nationalisme (américain) robuste a fondamentalement bouleversé la trajectoire des affaires mondiales. La mondialisation libérale et l'interdépendance capitaliste ont été supplantées par une politique de puissance impériale. Les États-Unis ont choisi de déconstruire le système institutionnel international mis en place après 1945 afin d'introduire un peu d'ordre et de modération dans la jungle des conflits internationaux traditionnels. La victoire des républicains se traduit par une campagne visant à affaiblir, voire à anéantir, les Nations unies et à renforcer l'autonomie américaine aux dépens de tous les autres pays. Cette campagne culmina en 2003, avec la guerre en Irak et des discours de légitimation vantant l'empire mondial. Mais le phénomène se manifeste tout particulièrement dans la volonté américaine de plus en plus affirmée de parvenir à une suprématie militaire absolue et sans fin. Deux décisions gouvernementales récentes illustrent cette volonté : celle de développer des armes nucléaires miniaturisées de première frappe et celle d'adopter une stratégie spatiale dite de frappe globale. Son objectif est d'établir et de maintenir une supériorité spatiale des États-Unis en les dotant de la capacité, à partir de l'espace, de détruire des centres de commandement ou des bases de missiles n'importe où dans le monde. Ces deux programmes s'inscrivent dans le droit-fil de la doctrine de la suprématie stratégique perpétuelle esquissée dans la stratégie de sécurité nationale de la Maison Blanche en 2002, et de la reconfiguration des forces armées américaines. Les États-Unis représentant le centre du système capitaliste mondial, cette orientation a des conséquences planétaires variées.

Par ailleurs, les déséquilibres structurels au sein du système économique international se traduisent par la mise en place de dispositifs protectionnistes, la concurrence économique prenant la forme classique de conflits monétaires et commerciaux de plus en plus aigus entre pays et blocs rivaux. Les réseaux transnationaux de coopération capitaliste, formels et informels, et les institutions supraétatiques de régulation du capitalisme globalisé construits ou renforcés au cours des années 1980 et 1990 se révèlent incapables de maintenir le système.

Enfin, la légitimité des États unis en tant que puissance dominante est remise en cause par beaucoup avec les impasses de la guerre d'Irak, le désordre mondial, les attentats multiples voire l'incapacité à assurer un certain ordre mondial .

La situation internationale est donc très grave. Confier à un état aussi puissant qu'il soit la mission d'organiser le monde est donc très dangereux. Cette situation provoque bien entendu des critiques comme cela se voit aujourd'hui pour les américains. Seul un monde multilatéral régi par l'ONU sera en mesure d'organiser et de réguler les relations internationales à condition cependant que les états soient prêts à lui céder suffisamment de souveraineté pour que cela fonctionne.

J. CUVELIER

CULTURE ET VALEURS

LES ÉCRIVAINS GUADELOUPÉENS (3)

LUCIE JULIA

Lucie Julia est née à Morne-à-l'Eau (Guadeloupe) dans une famille modeste de petits cultivateurs. Elle vit actuellement à Barbotteau-Vernou dans la commune de Petit-Bourg en Guadeloupe. Elle est mariée, mère de deux fils et grand-mère de quatre petits enfants. Lucie Julia (un pseudonyme) a exercé la profession d'assistante sociale jusqu'en 1987.

En 1952, Lucie Julia est recrutée à la Direction Départementale de la Santé, la première Guadeloupéenne Assistante Sociale diplômée d'État assumant les fonctions dans le département. Puisque la profession était inconnue en Guadeloupe à l'époque - et donc mal perçue par la population - elle rencontre d'incroyables difficultés pour innover et organiser le Service Social dans les différents services: d'abord celui de l'hygiène sociale dans les dispensaires des communes, ensuite dans les services anti-tuberculeux et de Protection Maternelle et Infantile et cetera. C'est un véritable parcours de combattante - à cause de la mauvaise (ou la non) application de certaines mesures et lois sociales en faveur de ses compatriotes - d'accomplir sa mission d'aide et de conseil aux plus déshérités du pays qui sont légion dans les années 1950. Pour elle, c'était des interventions et démarches incessantes, butant sur l'incompréhension et parfois sur des affronts et des insultes de certains responsables et même certains élus.

Refusant d'être une féministe irraisonnée, Lucie Julia décide d'aider les femmes de Guadeloupe à prendre conscience des inégalités et de l'exploitation qu'elles subissaient. Par là, elle les aide à défendre leurs droits et s'implique alors dans la démarche militante. En 1958, elle est élue la première présidente de l'Union des Femmes Guadeloupéennes (qui remplace la Fédération de l'Union des Femmes Françaises). Le dynamisme de la jeune présidente affiche d'emblée la défense de la personnalité guadeloupéenne; son dévouement aussi bien que l'implication des dizaines de femmes dans l'ombre agissent sur tous les plans de la lutte des femmes pour leur émancipation, pour la défense de leur famille et de leurs enfants, pour un peu plus de mieux-être et de dignité et pour le progrès social. Avec tout cela, Lucie Julia trouve le temps d'écrire. L'écriture est devenue son violon d'Ingres et sa passion était et reste encore la poésie.

Oeuvres principales:

Romans:

Les Gens de Bonne-Espérance. Paris: Temps Actuels, 1982.

Mélody des faubourgs. Paris: l'Harmattan, 1989.

Poésie:

Chants, sons et cris pour Karukéra (préface de Guy Tirolien). Paris: La Bruyère, 1988.

Biographie:

Gerty Archimède: fleur et perle de Guadeloupe. Pointe-à-Pitre: Jasor, 1996.

Théâtre:

Jean-Louis: un nègre pièce d'Inde:
pièce en quatre tableaux: Paris:
les Éditions de l'Amandier, 1994.

Contes:

Kaïbo, conte de bonne maman (avec
des dessins d'Uta Gervelas-Muth)
Pointe-à-Pitre: Éd. L.D., 1993.

Textes pour la jeunesse:

Montrésor à Mantidou: conte
bilingue créole-français. Paris:
l'Harmattan, 1992.

Prix littéraires:

1990 Prix littéraire des Caraïbes
(Paris), pour Mélody des faubourgs.

MICHELE MONTANTIN

Michèle Montantin est née le 30 août 1943 à Basse-Terre en Guadeloupe, d'un père guadeloupéen, professeur de Lettres Classiques, et d'une mère parisienne. Elle fait sa scolarité à Pointe-à-Pitre en Guadeloupe, ainsi qu'en France (Paris, Perpignan) et passe son bac au Congo. Elle poursuit des études universitaires (Licence de Lettres à l'université de la Sorbonne, Paris III) qui la destinent à l'enseignement, tandis que l'apprentissage du théâtre (divers centres culturels et le Centre Universitaire International de Formation et de Recherches Dramatiques de Nancy) la pousse vers la scène. C'est à Nancy qu'elle suit les cours de Michèle Kokosowski, qui devient son maître à penser et l'initie à la méthode de Grotowski. Au début des années 1970, elle accompagne son mari, acteur slovaque, en Tchécoslovaquie, au lendemain du Printemps de Prague, et devient chanteuse et compositeur dans un groupe rock. Revenue en Guadeloupe en 1973 et devenue enseignante au collège, Michèle Montantin est sollicitée en 1982 par le Ministre de la Culture pour diriger le Centre d'Action Culturelle de la Guadeloupe. Montantin produira notamment la pièce de Simone Schwartz-Bart, Ton beau capitaine, mise en scène par Syto Cavé. Elle organise des événements importants qui marqueront le paysage culturel en Guadeloupe, parmi lesquels « Les Rencontres Caribéennes de Théâtre »

en co-diffusion avec la Scène Nationale de Martinique, les rencontres autour du créole « Témat et kréyol », de la culture ka avec le groupe carnavalesque « Waka », les concours d'écritures romanesques et de bandes dessinées. En 1989, elle crée sa propre entreprise de communication et de gestion artistique et culturelle et contribue à la création de l'association « Livres en l'île » et du Salon du Livre de la Guadeloupe.

Michèle Montantin commence alors à écrire pour le théâtre : en 1991, elle met en scène sa première pièce Vie et mort de Vaval. D'autres pièces suivront, dont Le Chemin des Petites Abymes créée en Martinique au Théâtre Municipal de Fort de France par Michèle Césaire, et La nuit de la comète écrite en résidence à la Chartreuse de Villeneuve lès Avignon.

Aujourd'hui chef d'entreprise, Michèle Montantin continue de s'investir dans la vie théâtrale antillaise en tant que présidente du Comité d'Experts pour le Théâtre de la D.R.A.C. (Direction Régionale des Affaires Culturelles) et de l'association « Textes en paroles » qui a pour objectif de promouvoir la diffusion de textes de théâtre caribéens inédits destinés à des lectures publiques.

Oeuvres principales:

Vie et Mort de Vaval (1989),
Dididambam (inédit, 1992).
Chemin des petites Abymes (1999)
La nuit de la comète (2002).

SANTE ET TECHNOLOGIE

DE A. JEREMY

DE NOUVELLES PRATIQUES SUR INTERNET

Après la déferlante des blogs, le Wiki est en passe de devenir la nouvelle forme de site web prisée par les internautes. Début août, il a même réuni à Francfort quelques centaines d'adeptes venus du monde entier pour participer à la Wikimania, première conférence internationale dédiée au Wiki. Ce concept de création collective est pratiquement aussi ancien que le web, mais il commence à peine à sortir du cercle des initiés pour toucher de plus en plus le grand public.

Créé aux Etats-Unis en 1995 par le développeur de logiciels Ward Cunningham, le « WikiWikiWeb » - en référence au World Wide Web, interface la plus courante sur Internet, et dont les trois « w » apparaissent dans la plupart des adresses de sites - s'inspire de l'adjectif hawaïen wikiwiki signifiant « rapide ». Le principe de cet environnement est simple. Il s'agit de permettre à tout un chacun de créer ou modifier très rapidement des sites Web, et ce sans connaissance technique. Grâce à ce système d'édition instantané, l'internaute peut intervenir dans la page qu'il est en train de consulter. Tout site Wiki doit en effet répondre à une règle : le contenu et l'organisation de l'information sont libres. Chaque visiteur étant invité à apporter sa contribution, ou compléter, voire corriger et supprimer les écrits des auteurs précédents.

Le Wiki constitue en quelque sorte l'antithèse du blog. A la

différence du journal intime en ligne qui relaie la voix d'un individu, le Wiki reflète le point de vue partagé d'un ensemble de participants et est amené à évoluer en permanence au gré des différentes contributions. Outil de collaboration, le Wiki intéresse les entreprises, notamment pour favoriser le travail en équipe sur des projets. Il facilite aussi la préparation de rassemblements et de conférences, telles les Rencontres d'Autrans, la plus ancienne manifestation annuelle sur l'Internet en France, qui est systématiquement organisée par l'intermédiaire d'un site Wiki. Parmi les 50 premiers sites consultés dans le monde, Wikipedia est le wiki le plus connu du grand public. Après quasiment cinq années d'existence, cette encyclopédie libre et gratuite fait sérieusement de l'ombre à la non moins célèbre Encarta. Elle recense plus de 2 millions d'article écrits dans 200 langues, de l'anglais au zoulou. Des milliers de contributeurs participent bénévolement à l'élaboration de la version française, qui compte au moins 100 000 articles. Mais ce vaste projet collectif soulève des questions d'ordre éthique : comment éditer un texte commun lorsque autant d'auteurs sont en présence ? Quelle validité accorder aux informations mises en ligne, alors que toute personne peut les modifier et que les auteurs ne sont pas toujours des spécialistes du sujet ? En réalité, les versions précédant toute modification sont toujours accessibles, ce qui permet

de suivre l'élaboration d'un article. De plus, les pages éditées sont issues d'un consensus entre les participants, seul garant de la neutralité des points de vue, selon les concepteurs de Wikipedia. Mais l'opinion majoritaire est-elle synonyme d'information objective et rigoureuse, en particulier lorsque les sujets traités prêtent à controverse ou polémique ? Peut-on vraiment refléter l'ensemble des points de vue du public lorsqu'il s'agit d'aborder la thématique des

sectes, de l'avortement, ou de la transmission à l'homme de la maladie de la vache folle ? Les critiques fusent sur les travers et les bienfaits de cette encyclopédie populaire, « soupe d'opinions » pour ses pourfendeurs, « réappropriation collective du savoir » pour ses thuriféraires. Utopie ou non, Wikipedia a au moins le mérite d'ouvrir le débat sur les limites de la création collective. □

Paludisme: défense du moustique contre le parasite

Pourra-t-on un jour lâcher dans la nature des moustiques transgéniques résistants à l'infection par le parasite Plasmodium falciparum, responsable du paludisme ? Des chercheurs y travaillent. Ils ont en effet isolé un gène chez le moustique qui lui confère une protection contre le parasite. Ce gène, baptisé SPRN6, est inactif en temps normal chez les moustiques anophèles, les principaux vecteurs du parasite du paludisme. Le gène s'active lorsque l'insecte est infecté par le Plasmodium. Marcelo Jacobs-Lorena (USA) et ses collègues américains, britanniques et allemands, ont désactivé le gène chez le moustique anophèle afin d'étudier sa fonction. Ils ont constaté qu'il y avait trois fois plus de parasites chez les moustiques privés du SPRN6 et que le processus de destruction du parasite -la lyse- était beaucoup plus lent.

chez lequel le gène serait actif en permanence, afin de renforcer ses défenses contre le parasite.

Le parasite du paludisme a un cycle de reproduction complexe, qui se déroule en partie chez le moustique et en partie chez l'homme. L'OMS estime que près de 2 millions de personnes, surtout des enfants, meurent chaque année du paludisme dans le monde.

**LISER ET
FAITES LIRE LA
NATION**

Ce gène permet donc aux moustiques de se défendre contre le parasite du paludisme, expliquent les chercheurs dans les Proceedings of the National Academy of Sciences. Jacobs-Lorena et ses collègues de Baltimore essaient de mettre au point un moustique transgénique

**SUIVEZ L'ACTIVITE DE LA CONVENTION POUR UNE
GUADELOUPE NOUVELLE EN VOUS RENDANT SUR SON SITE
INTERNET(<http://guadeloupeconvention.typepad.com>) OU EN
TELEPHONANT AU : 0690488641**



POUR DONNER UNE NOUVELLE CHANCE À LA GUADELOUPE, REJOINDRE UN PARTI ATTACHÉ AUX PRINCIPES DE LA DÉMOCRATIE ET DÉTERMINÉ À DÉFENDRE EN TOUTES CIRCONSTANCES LA GUADELOUPE , ADHÉRER A LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE, EN LIGNE OU EN NOUS ÉCRIVANT AU 22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC OU PAR COURRIEL : (guadeloupeconvention@wanadoo.fr).

LA NATION

22 BIS RUE ALEXANDRE ISSAC POITE A PITRE

FONDATEUR : CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE

DIRECTEUR DE LA REDACTION / REDACTEUR EN CHEF : JEAN PAUL

ELUTHER RÉDACTION : ELUTHER ENA ; J. CUVELIER ; PAUL NOIRTE ; J. RADEGONDE ; A. JEREMY